

05.09.2011 - 09:30 Uhr

La surévaluation du franc est synonyme de pression sur les salaires et de suppression d'emplois L'USS ne tolérera aucune sous-enchère salariale et exige un taux de change plancher de Fr. 1,40 pour 1 euro

Bern (ots) -

Si le franc reste surévalué, le risque de sous-enchère salariale se renforcera ces prochains temps. Telle est la conclusion alarmante que l'on peut tirer de la conférence de presse tenue par l'Union syndicale suisse (USS) le 5 septembre, à Berne. Aujourd'hui déjà, nombre de salarié(e)s subissent les conséquences douloureuses du franc fort : prolongation de la durée du travail, délocalisations, réductions des salaires ou baisse des salaires des frontaliers et frontalières. La politique du laisser-faire « se paiera par la disparition de nombreux emplois, le climat de travail se dégradera et, dans le pire des cas, cela se terminera par une désindustrialisation et une crise économique », a averti Paul Rechsteiner, le président de l'USS.

Il n'est pas possible de compenser une surévaluation du franc de 20% en prenant des mesures dans les entreprises, car cela signifierait qu'il faudrait diviser les salaires par deux. Qui pourrait vivre d'un tel salaire ?

Pour protéger les salaires, les emplois et les entreprises, une certaine stabilité du cours de change est nécessaire ; celui-ci doit refléter la réalité économique. Pour Daniel Lampart, économiste en chef de l'USS, le taux de change plancher doit être de Fr. 1,40 pour 1 euro. Aujourd'hui, le franc est surévalué de bien plus de 20 %. Et les craintes d'une inflation sont exagérées.

Mandaté par l'USS, Michael Bernegger, un expert de la politique monétaire, a analysé l'actuelle force du franc. Son étude montre en quoi elle est due à des facteurs tant internationaux que nationaux et comment ces deux aspects se sont mutuellement influencés. Son analyse détaillée débouche sur des solutions possibles pour la politique de la Banque nationale suisse (BNS), des solutions encore jamais discutées dans des publications ou dans des médias. Grâce au soutien politique dont elle bénéficie à nouveau aujourd'hui, la BNS devrait être en mesure de fixer un taux de change plancher compatible avec l'objectif d'inflation et de l'imposer sur le marché. Coprésident d'Unia, Andreas Rieger, a appelé les employeurs et leurs organisations à arrêter la dangereuse partie de poker contre les salaires et la durée du travail. Il leur a demandé d'agir dans l'intérêt de toute l'économie et de toute la population, et de soutenir la BNS avec les syndicats.

L'USS n'exige pas uniquement que l'on s'attaque à la racine du problème du franc largement surévalué. Elle s'oppose énergiquement aux abus qui se propagent désormais sur le marché du travail. Les nouveaux engagements sont tout particulièrement menacés par la sous-enchère salariale. C'est pourquoi il faut augmenter nettement le nombre des contrôles. Et lorsqu'un cas de sous-enchère salariale est découvert, la Confédération et les cantons doivent édicter des salaires minimums qui protègent les salaires suisses. Et TOUS les salaires, pas seulement les plus bas, mais aussi ceux de la main-d'oeuvre qualifiée.

Contact:

Daniel Lampart (079 205 69 11), économiste en chef et premier secrétaire de l'USS, se tient à votre disposition pour tout complément d'information.